



Économie et société, Concurrence, consommation et prix, Réglementation

Pour la croissance: ***moins de réglementation et de consommation publique***

05.12.2025

D'un coup d'oeil

- Le PIB suisse et les investissements augmentent timidement.
- L'Allemagne traverse une crise économique parce que le PIB ne repose plus que sur la consommation publique, tandis que les investisseurs fuient.
- L'exemple de la Lituanie montre qu'une déréglementation ciblée et une consommation réduite du secteur public permettent de mieux exploiter le potentiel de l'économie.

L'évolution économique peut être résumée en trois graphiques qui, du moins selon le chancelier allemand Merz, suffisent à démontrer la crise économique de son pays. Il s'agit de l'évolution du produit intérieur brut, de la consommation publique et des investissements privés.

Avec un PIB ankylosé et des investissements en berne, l'Allemagne a connu une décennie morose. Seule la consommation publique en forte hausse soutient encore le PIB. En Suisse, nous ne sommes certes pas en état de crise comme notre voisin, mais nous ne pouvons pas pour autant nous permettre de faux pas en matière de politique économique.

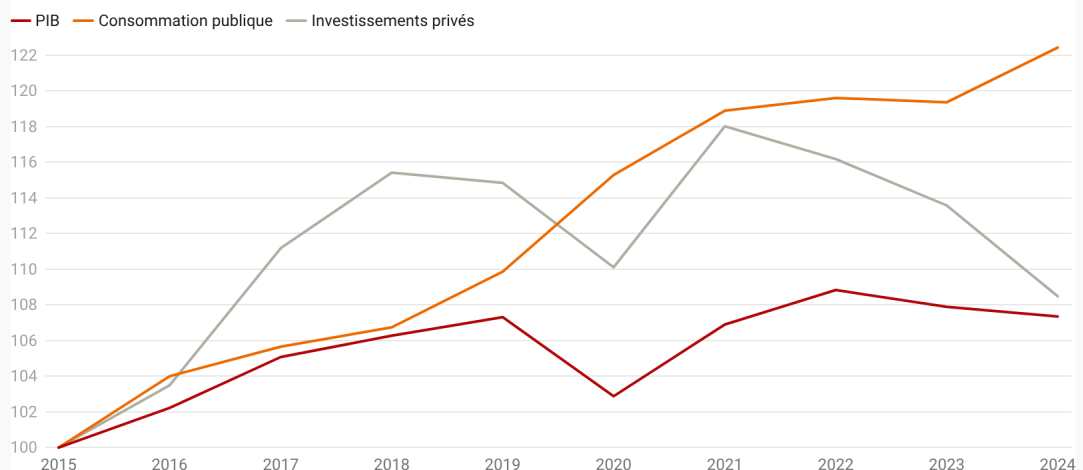
Notre PIB ne croît que timidement. Les investissements sont inférieurs à la moyenne de l'UE et nettement plus bas que dans les pays leaders. Comme l'Allemagne, nous risquons de compenser ces problèmes par une consommation publique croissante – une erreur à ne pas reproduire chez nous.

Illustration 1: Evolution économique comparée de l'Allemagne et de la Suisse

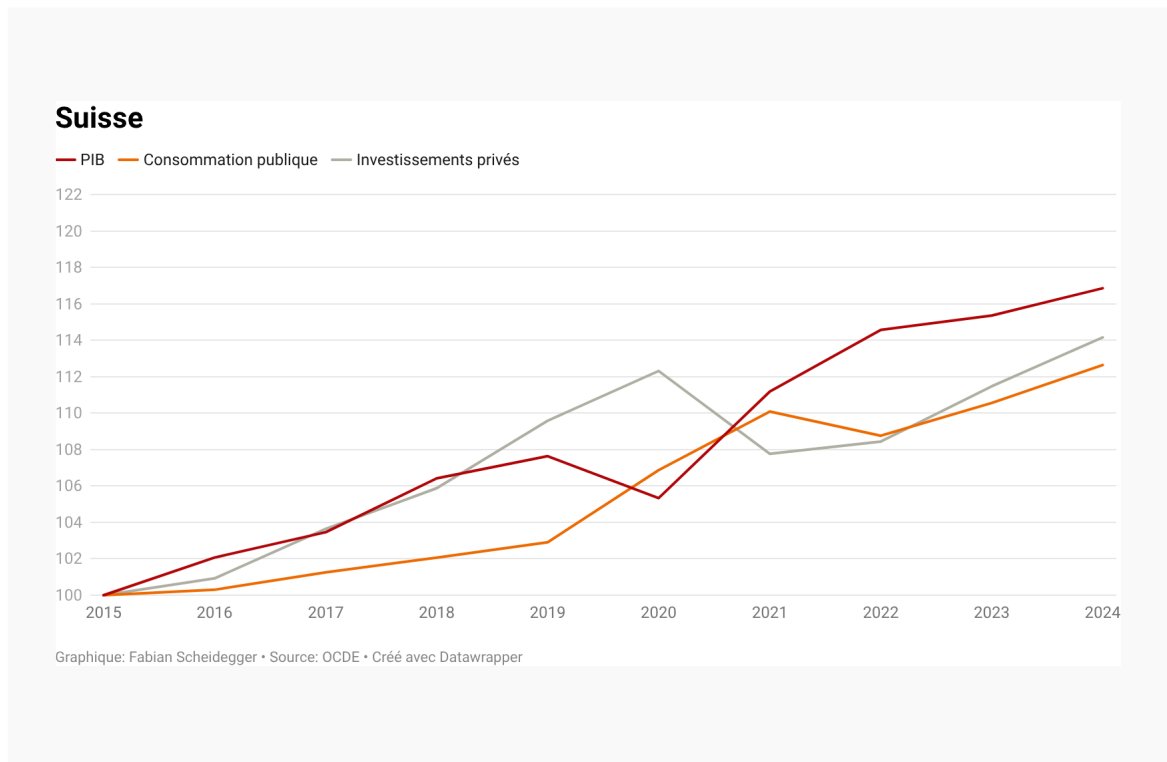
(konstante Preise, 2015 = 100)

[Datenvisualisierung - ID nicht gefunden]

Allemagne



Graphique: Fabian Scheidegger • Source: OCDE • Créé avec Datawrapper



L'évolution des trois courbes est plus stable pour la Suisse, mais guère plus dynamique qu'en Allemagne ou en France, par exemple. Heureusement, les investissements privés ne montrent pas encore de signe de repli. En raison d'un politique industrielle poussée, l'Allemagne connaît un effondrement plus brutal que dans n'importe quel autre pays d'Europe. Lorsque l'État fait valser les subventions, les entreprises ont l'œil rivé sur cette manne plutôt que sur le marché. L'innovation reste sur le carreau et les investissements sont évincées par des investissements publics moins efficaces.

Pour suivre le rythme des pays les plus innovants, l'économie a besoin de bonnes conditions-cadre qui, pourtant, se trouvent actuellement ébranlées. Les droits de douane américains mettent à mal les entreprises depuis six mois et les coûts de réglementation explosent. Face à des coûts inutiles de **30 milliards de francs par an liés à la bureaucratie**, il n'est pas étonnant que les entreprises hésitent à investir.

Des impulsions venues de la périphérie

La crise provoquée par l'endettement avait scindé l'Europe en deux: pays «raisonnables» au centre, pays «en crise» en périphérie. Les premiers avaient imposé des mesures d'austérité sévères aux seconds, exigeant qu'ils réduisent leurs montagnes de dettes, baissent les taux d'intérêt et stabilisent ainsi l'économie – des programmes d'austérité impopulaires et souvent sermonneurs. Aujourd'hui, la situation s'est inversée. L'économie stagne au centre de l'Europe, tandis que l'Espagne, l'Italie, le Portugal ou la Grèce investissent de nouveau.

La Lituanie suit une évolution particulièrement exemplaire, avec des taux de croissance élevés et un bon climat d'investissement. Depuis 2015, la consommation du secteur public n'a guère changé, notamment parce que la Lituanie est l'un des pays de l'OCDE qui se montre particulièrement favorable à la concurrence. Les barrières à l'entrée pour les entreprises sont faibles, la procédure d'autorisation de construire est courte et même les démarches des entreprises suivent les meilleures pratiques internationales.

L'exemple de la Lituanie montre que la croissance ne résulte pas d'une plus forte consommation publique, mais de conditions-cadre favorables à la concurrence. Pour remettre le pied à l'étrier, la Suisse devrait prendre exemple sur la Lituanie plutôt que sur l'Allemagne. Réduire les réglementations inutiles serait un bon point de départ.

Illustration 2

Développement économique dans des pays choisis de l'OCDE

Evolution du PIB, de la consommations publique et des investissement privés en 2024, par rapport à 2015

Pays ▲	PIB	Consommation publique	Investissements privés
Allemagne	+7.4%	+22.4%	+8.5%
Autriche	+11.1%	+16.5%	-1.0%
Danemark	+20.4%	+4.2%	+40.7%
Espagne	+18.4%	+23.5%	+26.2%
France	+11.4%	+13.4%	+6.5%
Grèce	+14.9%	+2.8%	+92.0%
Italie	+10.2%	+6.8%	+40.3%
Lituanie	+32.7%	+1.9%	+24.0%
Pays-Bas	+18.7%	+23.1%	+7.3%
Pologne	+37.1%	+45.3%	+15.9%
Portugal	+21.7%	+13.5%	+51.4%
Suisse	+16.9%	+12.6%	+14.2%
UE	+15.0%	+18.3%	+17.9%
USA	+24.0%	+16.5%	+29.5%

Source: OCDE - Created with Datawrapper



Rudolf Minsch

Responsable Politique économique générale & Économie extérieure, Chef économiste, membre de la direction



Fabian Scheidegger

Collaborateur de projet Politique économique et formation



Corine Fiechter

Responsable de projets Politique économique et formation